Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 33 (1941)

Heft: 5

Artikel: La situation aux États-Unis : le travail, le réarmement et les organisations syndicales

Autor: Hamburger, E.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384268

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

faut tenir compte du fait que la plupart des accidents de la circulation sont des accidents non professionnels. Ils entraînent souvent des dommages physiques excessivement graves. Ces constatations sont de la plus haute importance pour les salariés. En effet, les travailleurs assurés doivent supporter eux-mêmes, par une augmentation des primes, les charges toujours plus lourdes imposées à la Caisse nationale par le nombre et la gravité croissante des accidents non professionnels. Finalement, ces constatations justifient pleinement la critique que nous avons adressée plus haut au Conseil fédéral qui, méconnaissant la situation véritable et les charges des salariés, a décidé de suspendre les versements de la Confédération à l'assurance des accidents non professionnels. Cette mesure est aussi incompréhensible qu'antisociale.

La situation aux Etats-Unis.

Le travail, le réarmement et les organisations syndicales.

Par le Dr *E. Hamburger*, New-York.

En décembre 1939, le nombre des salariés occupés aux Etats-Unis était de 49 millions, chiffre auquel il faut ajouter près de 3 millions de chômeurs travaillant dans le cadre du «Works' Project Administration», le grandiose programme de création d'occasions de travail mis sur pied par le gouvernement Roosevelt. Nous ne connaissons pas le chiffre exact de la réserve de main-d'œuvre (y compris les chômeurs) des Etats-Unis, les diverses statistiques de chômage faisant actuellement l'objet d'âpres contestations. Les organisations syndicales et l'industrie estimaient à 10 millions l'effectif des sans-travail à la fin de 1939 et à 8 millions à la fin de 1940. Le gigantesque programme de réarmement et de fabrication de matériel de guerre pour la Grande-Bretagne a déclenché, au début de l'année, les prévisions les plus optimistes pour 1941. William Green, président de la Fédération américaine du Travail, et Miss France Perkins, secrétaire d'Etat pour le Travail dans le cabinet Roosevelt, ont estimé que le chômage pourrait être largement résorbé. Cependant, cette prévision a dû être notablement corrigée au cours des mois suivants. On s'est rendu compte qu'il fallait prendre en considération le temps nécessité par la mise en train du programme de réarmement. On estime que parallèlement à l'accroissement normal des demandes d'emploi (de 400,000 à 500,000, chiffre qui n'a rien d'extraordinaire dans les circonstances actuelles) on assistera à une augmentation rapide de la demande de main-d'œuvre. Quoi qu'il en soit, on envisage en tout cas une nouvelle régression de 2 à 3 millions de l'armée des sans-travail.

Entre temps, des voix parfaitement autorisées déclarent que

les estimations du chômage sont fortement exagérées. A l'appui de cette thèse, on rappelle qu'en décembre 1939 le nombre des personnes occupées — non compris celles travaillant dans le cadre de la création d'occasions de travail — était plus élevé qu'en 1929, à l'époque de la prospérité. Une enquête effectuée par l'Office de statistique, en dehors des sondages des organisations syndicales et du « Works' Project Administration », arrive à 3,9 millions de chômeurs pour décembre 1939. Y compris les chômeurs affectés à la création d'occasions de travail, cette statistique arrive à un peu moins de 7 millions, contre 10,5 millions, estimation de la C.I.O. (Congrès for industrial Organisation), la puissante organisation des syndicats dissidents, et 9,5 millions, estimation du « Works' Project Administration » et de la Fédération américaine du Travail. Par contre, tous ces milieux sont d'accord à estimer à 2 millions le recul du chômage en 1940.

Cette année déjà, afin de réaliser le programme de réarmement, il faudra recourir aux chômeurs occupés dans le cadre de la création d'occasions de travail; on enregistrera même une pénurie de main-d'œuvre dans certaines branches. Sur les 3 millions de chômeurs, hommes et femmes, auxquels le « Works' Project Administration » assure un gagne-pain, les deux tiers seulement entrent en considération pour l'industrie. En outre, 100,000 chômeurs environ doivent être considérés comme n'étant pas disponibles et absorbés par les fluctuations constantes du marché du travail. Il est intéressant de souligner que, dès la fin de 1940, certaines branches ont enregistré une *pénurie de main-d'œuvre qualifiée;* elles ont immédiatement abordé l'étude des moyens propres à y remédier. La première mesure pratique en vue de prévenir une aggravation de cette pénurie a été prise en mars. Les autorités ont procédé à un *recensement volontaire* de tous les ouvriers actuellement en chômage, ou occupés dans une autre profession que la leur, mais que leur formation professionnelle peut permettre d'affecter à l'industrie des armements.

L'affirmation selon laquelle les chiffres du chômage sont établis à un niveau trop élevé, semble justifiée dans une large mesure. Les divers aspects de la vie sociale des Etats-Unis ne permettent guère, d'ailleurs, de conclure à un chômage aussi élevé parmi la population travailleuse. Les hypothèses tendant à expliquer les raisons pour lesquelles on a pu formuler et maintenir si longtemps, sans se heurter à la moindre objection, des chiffres de chômage aujourd'hui réputés faux, ne manquent pas d'originalité. Les organisations ouvrières, paraît-il, auraient eu le plus grand intérêt à faire admettre ces chiffres afin d'obliger l'administration à développer les mesures de politique sociale et notamment le « Works' Project Administration »; parallèlement, ces chiffres exagérés auraient permis aux industriels de démontrer que la politique sociale de Roosevelt a été une faillite et qu'elle a été impuissante à alléger le marché du travail. Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas s'étonner

si, au cours de 1941 déjà, et plus encore en 1942, le problème de la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de l'industrie de guerre faisait passer progressivement au second plan la question du chômage. Cette évolution placera le gouvernement, les organisations syndicales et le patronat en face de tâches aussi nouvelles que difficiles à résoudre.

*

La tradition syndicale des Etats-Unis est ancienne; elle remonte bien avant dans le XIXme siècle; l'organisation politique de la classe ouvrière a suivi beaucoup plus lentement que dans les autres pays anglo-saxons le développement du syndicalisme. Jusqu'à aujourd'hui, le mouvement politique de la classe ouvrière n'a pas encore pris de formes précises. Disons aussi que les organisations syndicales sont demeurées assez longtemps assez étrangères à la majorité des travailleurs. Pendant les dix années qui ont suivi sa fondation, en 1881, à Pittsbourg, la Fédération américaine du Travail a dû soutenir des luttes très dures contre l'ancienne organisation des « Knights of Labor » (Chevaliers du Travail), qu'elle finit cependant par dominer nettement. Ce n'est guère qu'au début du XXme siècle que les effectifs de la Fédération américaine du Travail dépassèrent le premier million. La crise économique de 1907/08 entraîna un recul considérable du nombre des membres et déclencha, parallèlement, une offensive énergique du patronat contre les organisations ouvrières; cette offensive fut favorisée par les sentences nettement réactionaires du Tribunal suprême des Etats-Unis. Mais cette période critique prit fin et le nombre des syndiqués recommença à augmenter. A partir de 1916, les commandes d'armements, puis l'entrée en guerre des Etats-Unis, accélérèrent le développement du mouvement ouvrier. En 1920, la Fédération américaine du Travail comptait 4,1 millions de membres. A partir de cette époque, les effectifs suivirent plus ou moins les fluctuations de la conjoncture pour tomber à moins de 2 millions à la fin de 1932, au moment où la grande crise économique atteignait son paroxysme. Les mesures législatives de Roosevelt, élu en 1933, eurent pour conséquence une rapide floraison du mouvement syndical; en 1936, la Fédération américaine du Travail organisait 3,4 millions de membres.

C'est à cette époque qu'intervient la scission et la constitution de la C.I.O. Néanmoins, la Fédération américaine du Travail fut en mesure de combler rapidement les vides causés; la reprise progressive de l'activité économique, surtout, le développement de la politique sociale, énergiquement appuyée par les syndicats, permirent à l'A.F.L., en octobre 1940 déjà, d'atteindre le chiffre record de 4,2 millions de membres. Mais la C.I.O., lors de son premier congrès d'Atlantic City, en 1937, par lequel elle se présentait pour la première fois à l'opinion publique, avait lancé le mot d'ordre: « organisation des non-organisés », cet appel ne demeura pas sans écho

et le nombre de ses membres augmenta rapidement. En novembre 1940, elle annonçait 4 millions de cotisants. Il semble cependant que cette affirmation soit exagérée et qu'en réalité les effectifs de la C.I.O. soient de quelques centaines de milliers de membres inférieurs à ceux de la Fédération américaine du Travail. Quoi qu'il en soit, la C.I.O. est à même de se mesurer avec l'A.F.L. Il faut aujourd'hui compter avec elle.

Cette évolution des organisations syndicales est caractérisée par une extrême dépendance à l'égard des fluctuations de la conjoncture comme aussi par un rapide développement au cours des huit dernières années. Les tâches du syndicalisme américain se sont accrues et son influence va en grandissant. Les réformes du régime économique dues à Roosevelt et la désagrégation du libéralisme ont fortement contribué à renforcer la position des syndicats. Depuis 1933, leurs effectifs ont triplé (doublé depuis 1920). Le nombre des travailleurs organisés est aujourd'hui de 8 millions. On estime que, chaque mois, des dizaines de milliers de salariés adhèrent au mouvement syndical. Il n'est pas besoin d'insister que cette progression rapide des effectifs, si elle témoigne de la vitalité des organisations, ne vas pas sans causer quelques craintes. Cependant, un peu plus du sixième des travailleurs sont actuellement organisés. Si l'on compare cette proportion des salariés organisés à celle enregistrée en Grande-Bretagne (24 %) et en Suède (35 %), on constate que les effectifs de la C.I.O. et de l'A.F.L. sont encore loin d'avoir atteint leur plafond. Le problème brûlant demeure l'existence parallèle de deux organisations centrales également puissantes, qui se combattent impitoyablement et dont la rivalité est nuisible non pas seulement au mouvement ouvrier, mais encore aux institutions démocratiques.

*

Nous sommes en présence d'une lutte entre le principe de l'organisation professionnelle et de l'organisation d'industrie, entre les syndicats « horizontaux » et les syndicats « verticaux »; sur le plan idéologique, nous assistons au choc du réformisme et du radicalisme. Sur le plan politique, il s'agit d'affirmer l'indépendance des organisations syndicales en face des partis politiques et du gouvernement, d'éviter une collusion entre la politique syndicale et la politique tout court. Sur ces trois plans — structurel, idéologique et politique — la Fédération américaine du Travail affirme des tendances analogues à celles qui ont triomphé au sein de l'Union syndicale suisse.

Dans cette lutte, l'A.F.L. a l'avantage du nombre, de la tradition et de l'expérience, comme aussi du fait qu'elle organise surtout les ouvriers très qualifiés. L'A.F.L. est pleinement adaptée à la vie américaine, elle est « américaine 100 % ». En revanche, la C.I.O. a l'avantage d'avoir su organiser les travailleurs des industries de base, notamment les mineurs, les ouvriers des aciéries et de la

sidérurgie. Le programme des armements donne à ce facteur une importance croissante. La politique de la C.I.O. est caractérisée par son initiative, son dynamisme et ce que nous pourrions appeler son impérialisme. Elle ne se laisse arrêter par aucune considération idéologique, elle utilise radicalement à son profit toutes les fluctuations de l'opinion publique. Jusqu'à aujourd'hui, toutes les tentatives faites en vue de réaliser une fusion des deux organisations, ou tout au moins de rétablir la paix et la collaboration, ont échoué. Pour le moment, les points de vue apparaissent inconciliables. Cette discorde ne demeure pas sans répercussion sur la politique sociale; en effet, il s'agit de savoir, dans chaque cas d'espèce, laquelle des deux organisations, lors de la conclusion de contrats collectifs, doit être considérée comme association contractante. Les grèves constituent l'un des moyens de la lutte que se livrent les deux organisations. Il arrive qu'une entreprise soit mise à l'interdit par les membres de l'une des organisations parce qu'elle a reconnu l'association adverse comme représentant des salariés. Les postes de grève et l'organisation font alors tout le nécessaire afin que l'opinion publique soit mise intégralement au courant de la situation. Que de tels procédés soient peu propres à gagner des sympathies au syndicalisme, il n'est pas besoin d'insister. Lorsque les deux organisations ne parviennent pas à s'entendre pour que ce conflit de compétence soit liquidé au moyen d'une votation générale au sein de l'entreprise en question (les dispositions légales en offrent la possibilité) des conséquences graves, bien que limitées, sont alors inévitables. La prétention de la C.I.O. de s'arroger le monopole de l'organisation syndicale dans les grandes entreprises de l'industrie lourde — qui occupent des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés, membres de la Fédération américaine du Travail — déclenche sans cesse de nouveaux conflits.

L'opinion publique réagit plus violemment encore à ces grèves dans l'industrie des armements, presque toutes organisées par la C.I.O. En effet, la C.I.O. dispose d'une très forte influence dans ce secteur, la majorité de ses membres se recrutant dans les industries extractives, le travail du fer et de l'acier et l'industrie automobile. Il va sans dire que la période de haute conjoncture que traversent actuellement ces branches, renforce notablement les moyens d'action des associations affiliées à la C.I.O. Jusqu'à aujourd'hui tout au moins, l'ampleur de ces grèves n'apparaît pas inquiétante. Non seulement les syndicats, mais encore Roosevelt et Miss Perkins, se sont dressés contre les conclusions alarmantes qu'en tiraient certains milieux. En 1940, le nombre des grèves a été inférieur à celui de 1939 et de 50 % à celui de 1937. En 1940, l'effectif des grévistes n'a pas dépassé la moitié de celui de 1939 et le nombre des journées de travail perdues ensuite de grève le tiers du chiffre enregistré l'année précédente. Dans les industries travaillant pour les armements, le nombre des grèves a même reculé plus fortement que ces chiffres ne le laissent entendre. Sur les 241 conflits

de travail enregistrés au cours du second semestre de 1940, un petit nombre seulement ont abouti à une suspension du travail dans les entreprises travaillant pour les armements; dans ce secteur, ¼ % seulement des journées de travail effectuées ont été perdues pour faits de grève. Mais les preuves statistiques, si favorables soient-elles, sont impuissantes à protéger la classe ouvrière des conséquences morales qui découlent du recours à un moyen de lutte incompatible avec la mentalité de l'immense majorité du peuple américain, incompatible aussi avec l'attitude adoptée par la classe ouvrière en face de la politique d'aide aux démocraties victimes d'une agression.

La Fédération américaine du Travail s'est pleinement rendu compte de cette contradiction, tandis que l'attitude de la C.I.O. est demeurée réticente. Lorsque Roosevelt, à la fin de l'année dernière, a mis sur pied l'Office de production industrielle (Office for Production Management) qui, pratiquement, est devenu depuis le ministère des armements, il a mis à la tête de ce nouvel organisme trois directeurs, dont *Knudsen*, l'ancien président de la General Motors, représente le monde patronal et *Hillmann*, secrétaire de la fédération du vêtement pour dames (organisation de 250,000 membres affiliée à la C.I.O.) représente le monde du travail. Dès la mise en marche du programme des armements, Roosevelt a réalisé le principe de l'égalité des droits des travailleurs dans l'organisation de la défense nationale, décision que la Grande-Bretagne n'a prise que lors de la constitution du cabinet Churchill en confiant à Bevin le ministère du travail. Il n'y a rien à objecter contre le choix d'un représentant de la C.I.O. et, notamment, contre la personnalité de Hillmann; ses conceptions démocratiques, son expérience du monde du travail, ses capacités économiques et politiques ne peuvent être mises en doute. Jusqu'à présent, il n'est pas apparu que la désignation de Hillmann ait contribué en quoi que ce soit à renforcer la popularité de la C.I.O. dans les rangs ouvriers; au contraire, John Lewis qui, jusqu'à la fin de 1940, a occupé les fonctions de président de la C.I.O., a violemment attaqué Hillmann lors du dernier congrès en lui enjoignant de rentrer, avec son organisation, dans le giron de l'A.F.L. à laquelle il semble appartenir naturellement.

La méfiance à l'égard de certains dirigeants de la C.I.O. est parfaitement à sa place. Au cours de ces dernières années, Lewis a mené ou inspiré une politique dont le résultat le plus évident a été de porter à la tête de la C.I.O. bon nombre de fonctionnaires communistes ou communisants. L'attitude provocante prise par Lewis lors de la dernière campagne présidentielle et la mobilisation de l'appareil entier de la C.I.O. en faveur de l'adversaire de Roosevelt ont obligé Lewis, une grande partie des travailleurs et des organisations affiliés ayant refusé de suivre son mot d'ordre, à abandonner ses fonctions. Les ouvriers ont nettement refusé de combattre une politique économique et sociale progressiste dont ils n'avaient

éprouvé que des avantages. Il est vrai que le dernier congrès de la C.I.O., par la position nette qu'il a prise contre la politique de l'Axe et contre Moscou, a montré que cette organisation savait tenir compte de l'état d'esprit des masses ouvrières. Bien que John Lewis, demeuré président de la puissante fédération des mineurs, demeure l'une des personnalités les plus influentes de la C.I.O., son nouveau président, Murray, observe personnellement une grande réserve. Néanmoins, la presse et les manifestations de la C.I.O. ne laissent aucun doute sur la véritable mentalité de ses dirigeants; son aile gauche ne craint pas de s'aboucher publiquement avec des partisans déclarés ou camouflés du fascisme ou du communisme.

L'organisation unique des salariés demeure l'un des postulats les plus importants de la politique américaine. L'état de guerre entre les deux organisations centrales comporte de tels désavantages, aussi bien du point de vue de la politique intérieure qu'extérieure, que l'on comprend pourquoi les personnalités les plus en vue des Etats-Unis, et avant tout le président Roosevelt, ne ménagent ni leurs avertissements ni leurs efforts en vue de réaliser l'unité syndicale indispensable à la paix économique et sociale. Mais ce problème n'est pas seulement de nature syndicale, il ne constitue pas seulement une question de personnes. L'unité syndicale ne doit pas être réalisée au prix de dangereuses concessions à la mentalité qui anime une grande partie des dirigeants responsables de la C.I.O. Aussi longtemps que ces derniers ne modifieront pas leur attitude politique, toutes les tentatives de rapprochement entre les deux organisations centrales doivent être considérées avec scepticisme.

Pour le moment, il s'agit avant tout, pour la classe ouvrière, de surmonter les faiblesses graves qui résultent de la situation que nous venons d'exposer. L'A.F.L. y travaille en pleine conscience des responsabilités qui incombent au syndicalisme depuis le début du régime Roosevelt. Les dirigeants de l'A.F.L. savent que les syndicats sont devenus l'une des pierres angulaires de la société américaine. L'extension du système des contrats collectifs modifie progressivement la structure sociale du pays. Les Etats-Unis traversent actuellement une période de transition, une période de « mue » économique et sociale entre le libéralisme intégral et l'économie organisée, entre le régime de la liberté illimitée de quelques-uns et le régime de la liberté disciplinée de tous, entre le régime du déséquilibre entre la production et la consommation et le régime de l'équilibre entre ces deux facteurs. Comme toutes les périodes de transition, celle-là comporte, parmi d'autres, le danger que les forces négatives ne prennent le dessus. Cependant, il semble que la démocratie américaine est assez vigoureuse pour y faire face. Les ressources nationales sont encore loin d'être toutes exploitées, la politique constructive de la Fédération américaine du Travail donne toutes les garanties d'une collaboration énergique à la réalisation de la démocratie économique et sociale; finalement, la per-

sonnalité de Roosevelt et de ses collaborateurs permet les plus grands espoirs. L'A.F.L. sait qu'elle doit collaborer à l'accroissement de la production et lutter contre toute entrave à cette production, notamment dans les industries travaillant pour les armements, qu'elle doit lutter pour le maintien et le développement des conquêtes réalisées par le régime Roosevelt dans le domaine de la politique sociale, lutter contre les aspirations du totalitarisme à l'hégémonie et manifester sa solidarité envers les pays du monde anglo-saxon. C'est pourquoi l'A.F.L. a appuyé toutes les mesures prises par Roosevelt en vue d'accélérer la production dans l'industrie des armements.

En échange de la garantie de leurs conquêtes sociales, les travailleurs affiliés à l'A.F.L. offrent de renoncer volontairement à recourir à l'arme de la grève dans les industries dont la production est indispensable à la conduite de la guerre. Tout en affirmant que le droit à la grève constitue l'un des droits fondamentaux du peuple américain, William Green, afin d'en faciliter le renoncement volontaire dans ces industries, a proposé un plan d'arbitrage des conflits de travail dans ce secteur. Les militants responsables des fédérations de la métallurgie et du bâtiment affiliées à l'A.F.L. — et dont chacune organise quelques centaines de milliers de membres — ont également, au début de 1940, renoncé volontairement au droit de grève en lançant le mot d'ordre: « Le travail ne doit pas être interrompu. » Ces associations ont estimé que l'extension des contrats et des accords collectifs entre les organisations de salariés et d'employeurs constitue le meilleur moyen d'éviter les conflits et les interruptions du travail et d'accroître la production. En revanche, l'A.F.L. s'oppose énergiquement à toute limitation du droit de grève par l'Etat, de même qu'à l'établissement d'un système d'arbitrage et de conciliation comportant l'intervention de l'Etat. Cette opposition à toute intervention des pouvoirs publics dans la réglementation des conflits de travail est partagée par les employeurs et les salariés. A l'heure actuelle, l'A.F.L. s'efforce de mettre sur pied une commission d'arbitrage pour l'industrie des armements, commission qui serait présidée par Hillmann. Il semble que l'on veuille créer un organe indépendant du ministère du travail ou de tout autre service de l'Etat.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis sont parvenus à développer leur appareil de production sans qu'il en soit résulté une hausse sensible des prix; l'accroissement de la production pour les besoins de la guerre a pu être réalisé sans limiter la fabrication des biens de consommation et sans augmenter les prestations des travailleurs. Jusqu'à aujourd'hui, le bien-être, le niveau de vie des masses ouvrières, l'esprit public ne se sont pas ressentis de la formidable modification structurelle en cours. Mais le programme des armements ne sera pleinement réalisé que l'année prochaine; c'est alors que ses conséquences sociales se feront sentir; elles sont imprévisibles.